

## L'effondrement du bloc communiste

**Source:** CVCE.

**Copyright:** (c) CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

**URL:** [http://www.cvce.eu/obj/l\\_effondrement\\_du\\_bloc\\_communiste-fr-52ed5a1f-37f4-4dce-ab38-5adb3ad63a41.html](http://www.cvce.eu/obj/l_effondrement_du_bloc_communiste-fr-52ed5a1f-37f4-4dce-ab38-5adb3ad63a41.html)

**Date de dernière mise à jour:** 07/07/2016



## L'effondrement du bloc communiste

La politique réformiste de Mikhaïl Gorbatchev en Union soviétique ne peut qu'encourager les mouvements d'opposition aux régimes communistes dans les pays du bloc soviétique. Les manifestations se multiplient. Les gouvernements doivent accepter des mesures de libéralisation, d'ailleurs conseillées par Gorbatchev, mais qui ne seront pas considérées comme suffisantes.

Les aspirations à la liberté, longtemps contenues par les régimes communistes dans les pays du glacis soviétique et en URSS même, se manifestent irrésistiblement à la faveur des réformes tentées en Union soviétique par Mikhaïl Gorbatchev et par sa politique d'ouverture vers l'Occident. Le maintien de régimes communistes réformés s'avère impossible. Partout l'emporte la volonté de démocratie politique et de liberté économique. En trois ans, les régimes communistes s'effondrent et les nationalités se libèrent, d'abord dans les pays satellites de l'URSS, puis en Union soviétique même. Les structures du bloc de l'Est se défont avec la disparition du pacte de Varsovie et du Comecon. L'Union soviétique se disloque en républiques indépendantes.

En Pologne, des réformes économiques entraînent des grèves au printemps et à l'été 1988. Le mouvement Solidarité réclame le pluralisme syndical. Lors des négociations de la table ronde, qui permettent la naissance en douceur de la troisième République de Pologne, les dirigeants communistes polonais légalisent le mouvement social en avril 1989. Ainsi, *Solidarność* peut participer aux premières élections semi-légales depuis la Seconde Guerre mondiale. Les élections des 4 et 18 juin voient la débâcle du Parti communiste et Tadeusz Mazowiecki devient le premier chef de gouvernement non communiste en Europe de l'Est. Il est nommé le 19 août 1989 et investi à une écrasante majorité par la Diète polonaise le 8 septembre 1989 grâce à une coalition entre Solidarité, le Parti paysan et le Parti démocrate. En décembre 1989, Lech Wałęsa, dirigeant emblématique de *Solidarność*, remplace le général Jaruzelski du Parti ouvrier unifié polonais (POUP) à la présidence. Le triomphe des candidats du syndicat à ces élections a déclenché une avalanche de révolutions pacifiques anti-communistes en Europe centrale et en Europe de l'Est.

En Hongrie, des manifestations contre le régime se multiplient en 1987 et 1988. L'opposition s'organise et les réformateurs entrent au gouvernement en juin 1988. Le 18 octobre 1989, la constitution stalinienne est abandonnée et la Hongrie adopte le pluralisme politique. Dès le mois de mai, elle avait mis fin au «rideau de fer» la séparant de l'Autriche, permettant ainsi la fuite vers l'Ouest de nombreux Allemands de l'Est.

En Tchécoslovaquie, un plan de réformes inspirées de celles de l'URSS est adopté en décembre 1987 mais peu appliqué. Le régime se durcit et réprime les manifestations en 1988.

La chute du mur de Berlin, le 9 novembre 1989, accélère davantage l'élimination des gouvernements communistes. En Tchécoslovaquie, l'opposant Václav Havel est élu président intérimaire de la République à l'unanimité par le parlement de la République socialiste fédérative le 29 décembre 1989. Dans cette dynamique, le mouvement contestataire Forum civique remporte les premières élections législatives libres le 8 juin 1990 et reconduit Václav Havel à la présidence de la République en juillet de la même année. En Hongrie, les élections législatives du 2 avril 1990 aboutissent à la formation d'un gouvernement du Forum démocratique. Le 9 décembre 1990, Lech Wałęsa devient président de la République de Pologne. En Bulgarie, un gouvernement de coalition est formé le 7 décembre 1990 et une nouvelle constitution adoptée le 9 juillet 1991. En Roumanie, à la suite de manifestations violentes, le dictateur communiste Nicolae Ceausescu est exécuté le 25 décembre 1989 et une nouvelle constitution établissant le pluralisme est adoptée le 8 décembre 1991.

Cette transformation s'opère le plus souvent de façon pacifique. Néanmoins, en Roumanie la révolution contre le dictateur Ceausescu fait couler le sang et l'éclatement de la Yougoslavie entraîne une longue et cruelle guerre civile.

L'effondrement du communisme soviétique débouche sur la dislocation de l'Union soviétique confrontée à une crise idéologique, politique et économique. Cause et conséquence de la fin du communisme, la dislocation de l'empire se précipite. Les structures spécifiques du «fédéralisme soviétique» accélèrent davantage l'implosion de l'Union soviétique alors qu'elles étaient destinées, avant tout, à la consolider. À tour de rôle, les Républiques socialistes soviétiques (RSS) proclament leur souveraineté en été 1991. En décembre de la même année, certaines de ces républiques, devenues indépendantes entre-temps, redéfinissent leurs liens respectifs à travers la création de la Communauté des États indépendants (CEI).